

Informations générales

Email de contact : sp-fougeres-vitre-territoires@ille-et-vilaine.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 01 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté d'Agglomération

Nom de la structure porteuse : Fougères Agglomération

Si protocole de préfiguration : date de signature :

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- EPCI
- Banque des Territoires
- Département

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PCAET
- PLH
- Projet alimentaire territorial
- SAGE
- SCOT
- schéma mobilité

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- OPAH
- ORT

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Action cœur de ville

- Petits villes de demain
- France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- orientation 1 : développement des mobilités respectueuses de l'environnement et de la santé
- orientation 2 : performance énergétique des bâtiments, développement des énergies renouvelables, préservation de l'environnement et adaptation au changement climatique
- orientation 3 : renouvellement urbain et maîtrise de la consommation foncières
- orientation 4 : ancrage durable des acteurs économiques
- orientation 5 : action en faveur de la cohésion sociale
- orientation 6 : optimisation et sécurisation des équipements existants

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable
- Espaces publics, espaces verts
- Extension urbaine maîtrisée
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Emploi et Insertion
- Commerce, artisanat de proximité
- Efficacité énergétique
- Production d'énergies renouvelables
- Mobilités douces
- Transports en commun
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Sport
- Loisirs

- Formation professionnelle
- Education
- Accès à un logement de qualité
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Tiers Lieux
- Santé et soins
- Usages et inclusion numériques

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 4

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 0

Gouvernance et évaluation

composition du COFIL :

- Etat
- EPCI
- Département
- Banque des territoires
- Si besoin autres partenaires comme l'ADEME
- Région

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées : Conférence des maires et Conseil de développement

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COFIL : 2

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 2

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : Consultation publique/citoyenne, Ateliers, Concertation élus/techniciens, et Questionnaires / enquête numérique

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

- Restauration et alimentation durable
- Logistique et Fret
- Mobilités douces

- Organisation des déplacements
- Transports en commun
- Santé et soins

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Non

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions : Oui

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale :

Mobilisation d'une ingénierie externe :

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 2.04M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 944 773€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 452 231€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 464 185€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0€